

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2019

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2019**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant le nombre des postes offerts pour le recrutement par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Secrét n° 2010-18 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 10 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux offres de travail prioritaire et de

Journal officiel
de l'Union européenne

Législation

Actes législatifs

RÈGLEMENTS

• Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 2658/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 19

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES

Réparation

Décret n° 2019-356 du 23 avril 2019 relatif à la procédure d'instruction des déclarations d'accidents du travail et de maladies professionnelles du régime général.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-22/2019 du 19 juillet 2019 précisant les modalités de gestion des maladies professionnelles dans le cadre des conditions renouvelées posées par le décret du 23 avril 2019.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-amei/aurweb/ACIRCC/MULTI - 14 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-28/2019 du 9 août 2019 précisant les modalités d'application du décret du 23 avril 2019 relatif à la procédure d'instruction des déclarations d'accidents du travail et de maladies professionnelles du régime général.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-amei/aurweb/ACIRCC/MULTI – 8 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-38/2019 du 30 octobre 2019 précisant les modalités de réalisation des enquêtes en matière de reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles.

(http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-amei/aurweb/ACIRCC/MULTI - 20 p.).

Décret n° 2019-1233 du 26 novembre 2019 relatif aux centres régionaux de pathologies professionnelles et environnementales.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 20 novembre 2019, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Instruction n° DSS/2C/2019/54 du 14 mars 2019 relative à la mise en œuvre du dispositif de retraite anticipée pour incapacité permanente.

Ministère chargé de la Santé (www.circulaires.legifrance.gouv.fr – 29 p.).

Sécurité sociale

Loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020.

Parlement. Journal officiel du 27 décembre 2019, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr - 80 p.).

Décret n° 2019-1506 du 30 décembre 2019 relatif à la simplification du contentieux de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 31 décembre 2020, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Tableaux

Décret n° 2019-312 du 11 avril 2019 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture, Journal officiel du 13 avril 2019, texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Tarification

Décret n° 2019-1532 du 30 décembre 2019 portant application de l'article 84 de la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2019, texte n° 68 (www.legifrance.gouv.fr– 2 p.).

Arrêté du 20 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2019, texte n° 78 (www.legifrance.gouv.fr– 17 p.).

Arrêté du 27 décembre 2019 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2020.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2019, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr– 19 p.).

Arrêté du 27 décembre 2019 fixant le montant des majorations visées à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale pour l'année 2020.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2019, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr– 1 p.).

Arrêté du 24 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2016 portant modification de l'arrêté du 16 octobre 1995 modifié pris pour l'application de l'article D. 242-6-5 du code de la sécurité sociale relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2019, texte n° 87 (www.legifrance.gouv.fr– 1 p.).

Arrêté du 23 décembre 2019 portant fixation en métropole au titre de l'année 2020 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du Code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 décembre 2019, texte n° 88 (www.legifrance.gouv.fr– 2 p.).

Arrêté du 23 décembre 2019 portant fixation pour 2020 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 décembre 2019, texte n° 87 (www.legifrance.gouv.fr– 2 p.).

Arrêté du 10 janvier 2019 portant fixation au titre de l'année 2019 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 16 janvier 2019, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 24 décembre 2019 portant fixation au titre de l'année 2020 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 29 décembre 2019, texte n° 95 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 27 décembre 2019 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour l'année 2020.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2019, texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 2 décembre 2019 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2020.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 3 décembre 2019, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-44/2019 du 27 décembre 2019 portant relèvement au 1^{er} janvier 2020 du plafond des salaires soumis à cotisations.

Caisse nationale d'assurance maladie (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-44-2019.PDF> - 1 p.)

Circulaire CNAM/DRP CIRC-3/2019 du 17 janvier 2019 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités de la chimie et du caoutchouc.

(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-3-2019.PDF> - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-5/2019 ajoutant un avenant n°1 la convention nationale d'objectifs C042 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités d'exploitation des domaines skiables et créant la convention nationale d'objectifs 009 pour le CTN H.

Caisse nationale d'assurance maladie (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-5-2019.PDF> - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-6/2019 du 18 février 2019 fixant un programme d'actions de prévention spécifique au secteur du commerce de détail de viandes, poissons, charcuterie artisanale y compris, organisateurs de réception.

Caisse nationale d'assurance maladie (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-6-2019.PDF> - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-7/2019 du 7 mars 2019 relative à la convention nationale d'objectifs (CNO) fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités de distribution, location et réparation de matériel de BTP et de manutention (DLR).

Caisse nationale d'assurance maladie (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-7-2019.PDF>)

Circulaire CNAM/DRP CIRC-11/2019 du 6 juin 2019 fixant un programme d'actions de prévention spécifiques aux activités des travaux publics signée le 30 avril 2019.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-11-2019.PDF - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-12/2019 du 6 juin 2019 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités du bâtiment.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-12-2019.PDF - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-23/2019 du 22 juillet 2019 relative à la convention nationale d'objectifs fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités de la chaussure, de la maroquinerie, de la tannerie-mégisserie, de la cordonnerie multiservice, des cuirs bruts et des activités annexes.

Caisse nationale d'assurance maladie
<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-23-2019.PDF> - 17 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-29/2019 du 19 août 2019 relative à la convention nationale d'objectifs fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités de la métallurgie.

Caisse nationale d'assurance maladie
<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-29-2019.PDF> - 29 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-36/2019 du 18 octobre 2019 fixant un programme d'actions de prévention aux activités de la chimie, du caoutchouc et de la plasturgie.

Caisse nationale d'assurance maladie
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-36-2019.PDF> - 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-40/2019 du 6 décembre 2019 relative à la Convention nationale d'objectifs fixant un programme d'actions de prévention spécifiques aux activités du négoce de matériaux de construction.

Caisse nationale d'assurance maladie
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2019/CIR-40-2019.PDF> - 9 p.).

DROIT DU TRAVAIL

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises.

Parlement. Journal officiel du 23 mai 2019, texte n° 2
(www.legifrance.gouv.fr – 155 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2019-591 du 14 juin 2019 relatif à l'amélioration de la protection maternité pour les exploitantes agricoles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 16 juin 2019, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Apprentis

Arrêté du 24 avril 2019 fixant le modèle d'attestation du suivi de l'état de santé des apprentis reçus en visite d'information et de prévention par un médecin exerçant en secteur ambulatoire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 mai 2019, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Instruction N° DGT/CT1/2019/226 du 21 octobre 2019 relative à la mise en œuvre de l'expérimentation de la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un médecin exerçant en secteur ambulatoire.

Ministère chargé du Travail. (consultable sur le site
<http://circulaires.legifrance.gouv.fr> - 18 p.).

Décret n° 2019-1086 du 24 octobre 2019 portant diverses dispositions relatives à la mobilité à l'étranger des apprentis et des bénéficiaires de contrats de professionnalisation.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 octobre 2019, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Compte professionnel de prévention (Pénibilité)

Arrêté du 5 février 2019 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la Fédération nationale des travaux publics dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 février 2019, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 5 février 2019 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche des métiers de l'esthétique dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 février 2019, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Fonction publique

Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Parlement. Journal officiel du 7 août 2019, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr – 59 p.).

Note de service SG/SRH/SDDPRS/2019-344 du 29 avril 2019 relative aux congés maladies, accidents du travail et maladies professionnelles ; droits et procédures.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du Ministère de l'agriculture n° 19, du 9 mai 2019, 116 p.

Jeunes travailleurs

Décret n° 2019-253 du 27 mars 2019 relatif aux procédures d'urgence et aux mesures concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans qui peuvent être mises en œuvre par l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 mars 2019, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Mines et carrières

Décret n° 2019-574 du 11 juin 2019 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et aux carrières en matière d'entreprises extérieures.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 13 juin 2019, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 11 juin 2019 fixant la liste complémentaire des travaux dangereux dans les mines et carrières pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 13 juin 2019, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2019-735 du 16 juillet 2019 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et aux carrières en matière de travail et circulation en hauteur.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 17 juillet 2019, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2019-1158 du 8 novembre 2019 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière de rayonnements ionisants.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 10 novembre 2019, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 8 novembre 2019 abrogeant plusieurs arrêtés relatifs aux rayonnements ionisants dans les industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 10 novembre 2019, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Travailleurs détachés

Rectificatif à la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.

Parlement européen et Conseil. Journal officiel de l'Union européenne n° L 91 du 29 mars 2019 – p. 77.

Ordonnance n° 2019-116 du 20 février 2019 portant transposition de la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 février 2019, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2019-555 du 4 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au détachement de travailleurs et au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2019, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 4 juin 2019 établissant la liste des activités mentionnées à l'article L. 1262-6 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2019, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Travailleurs handicapés

Décret n° 2019-39 du 23 janvier 2019 relatif à la détermination des proportions minimale et maximale de travailleurs reconnus handicapés dans l'effectif salarié des entreprises adaptées, à la mise à disposition de ces travailleurs dans une autre entreprise.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 janvier 2019, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2019-521 du 27 mai 2019 relatif à la mise en œuvre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés par application d'un accord agréé.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 mai 2019, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2019-522 du 27 mai 2019 relatif à la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 mai 2019, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2019-523 du 27 mai 2019 fixant les modalités de calcul de la contribution due au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 mai 2019, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2019-1205 du 19 novembre 2019 relatif à la protection sociale contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes mentionnées aux 9° et 12° du II de l'article L. 751-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 21 novembre 2019, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Instruction n° DGEFP/METH/2019/42 du 21 février 2019 relative au nouveau cadre de référence des entreprises adaptées issu de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 : agrément, conventionnement, accompagnement, financement, expérimentations.

Ministère chargé du Travail, (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>) 94 p.

Circulaire CNAM/DRP CIR-17/2019 du 10 juillet 2019 relative à la mesure de simplification de la procédure RQTH pour les bénéficiaires d'une rente supérieure ou égale à 10% qui se verront délivrer une attestation de l'obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH) par leur caisse d'assurance maladie.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ame/i/aurweb/ACIRCC/CIRM – 4 p.).

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif aux modèles de formulaires de demande de reconnaissance de la lourdeur du handicap, aux modalités de calcul mentionnées à l'article R. 5213-45 du Code du travail et au montant annuel de l'aide à l'emploi mentionné à l'article R. 5213-49 du même code.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 septembre 2019, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Travailleurs indépendants

Décret n° 2019-529 du 27 mai 2019 relatif à l'amélioration de la protection sociale au titre de la maladie et de la maternité des travailleurs indépendants.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 mai 2019, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Décret n° 2019-718 du 5 juillet 2019 procédant au regroupement et à la mise en cohérence des dispositions du code de la sécurité sociale applicables aux travailleurs indépendants.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 juillet 2019, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 20 p.).

Organisation Santé au travail

CNAM /CARSAT

Arrêté du 24 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 9 avril 1968 relatif aux comités techniques constitués auprès des conseils d'administration des caisses régionales d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 31 juillet 2019, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-21/2019 du 18 juillet 2019 réaffirmant dans le cadre du prochain renouvellement des Comités Techniques Régionaux, les missions et le fonctionnement de ces instances.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ame/aurweb/ACIRCC/MULTI – 104 p.).

COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Décret n° 2019-1548 du 30 décembre 2019 relatif à l'organisation et au fonctionnement des instances représentatives du personnel et à l'exercice du droit syndical.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 31 décembre 2019, texte n° 122 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 4 novembre 2019 fixant les modalités de transmission par voie électronique des résultats des élections professionnelles au ministre chargé du travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 16 novembre 2019, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

ORGANISMES AGRÉÉS / ACCRÉDITÉS

Arrêté du 20 décembre 2019 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail pouvant être prescrit par l'inspecteur du travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 29 décembre 2020, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.

Parlement, Journal officiel du 26 décembre 2019, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr - 112 p.).

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Dossier médical

Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé.

Parlement, Journal officiel du 26 juillet 2019, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 49 p.).

Risques chimiques et biologiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Directive (UE) 2019/1833 de la commission du 24 octobre 2019 modifiant les annexes I, III, V et VI de la directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des adaptations purement techniques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 279 du 31 octobre 2019, pp. 54 – 79.

Rectificatif au règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 26 novembre 2019, n° L 305, p. 59.

Déchets d'activités de soins

Arrêté du 7 novembre 2019 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 16 novembre 2019, texte 12 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Accident avec exposition au sang

Instruction interministérielle n° DGS/SP2/PP2/DGOS/PF2/DSS/1C/DGT/CT2/2019/45 du 25 février 2019 relative aux recommandations de prise en charge des accidents d'exposition au sang et aux liquides biologiques (AES) survenant dans un environnement professionnel et des accidents d'exposition sexuelle.

Ministère chargé de la Santé (www.circulaires.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Arrêté du 27 mai 2019 fixant les modalités de suivi sérologique des personnes victimes d'accident du travail et des fonctionnaires civils victimes d'accident de service entraînant un risque de contamination par le virus de l'immunodéficience humaine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} juin 2019, texte n° 6. (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Vaccination

Décret n° 2019-149 du 27 février 2019 modifiant le décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007 relatif à l'obligation vaccinale par le vaccin antituberculeux BCG.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} mars 2019, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2019-357 du 23 avril 2019 relatif à la vaccination par les pharmaciens d'officine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 23 avril 2019 fixant la liste et les conditions des vaccinations que les pharmaciens d'officine peuvent effectuer et donnant lieu à la tarification d'honoraire en application du 14° de l'article L. 162-16-1 du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 23 avril 2019 fixant le cahier des charges relatif aux conditions techniques à respecter pour exercer l'activité de vaccination et les objectifs pédagogiques de la formation à suivre par les pharmaciens d'officine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.)

Arrêté du 23 avril 2019 fixant la liste des vaccinations que les pharmaciens d'officine peuvent effectuer en application du 9° de l'article L. 5125-1-1 A du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Arrêté du 25 mars 2019 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Ministère chargé de l'Habitat. Journal officiel du 29 mars 2019, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 17 novembre 2019, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.)

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 mars 2019, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 19 juin 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 juin, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.)

Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 juillet 2019, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 13 p.)

Arrêté du 13 novembre 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les matériels roulants ferroviaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 novembre 2019, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.)

Arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 octobre 2019, texte n° 18. (www.legifrance.gouv.fr - 14 p.)

Décret n° 2019-854 du 20 août 2019 portant diverses mesures de simplification dans les domaines de la santé et des affaires sociales.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 22 août 2019, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.)

Arrêté du 12 février 2019 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 15 février 2019, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.)

Arrêté du 19 avril 2019 modifiant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 19 avril 2019 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p).

Arrêté du 19 avril 2019 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2019, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p).

Arrêté du 19 avril 2019 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 avril 2019, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p).

CMR

Directive (UE) 2019/130 du parlement européen et du conseil du 16 janvier 2019 portant modification de la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 30 du 31 janvier 2019, pp. 112-120.

Directive (UE) 2019/983 du parlement européen et du conseil du 5 juin 2019 modifiant la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° C 164 du 19 juin 2019, pp. 23-29.

Étiquetage

Rectificatif au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 117 du 3 mai 2019, p. 8.

Rectificatif au règlement (UE) 2018/669 de la Commission du 16 avril 2018 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission Européenne. Journal officiel de l'Union Européenne n° L 233 du 10 septembre 2019 – p.26.

Règlement (UE) 2019/521 de la Commission du 27 mars 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 86 du 28 mars 2019 – pp. 1-36.

REACH

Règlement (UE) 2019/1390 de la Commission du 31 juillet 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe du règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission Européenne. Journal officiel de l'Union Européenne n° L 247 du 26 septembre 2019 – pp. 1-508.

Règlement (UE) 2019/1691 de la commission du 9 octobre 2019 modifiant l'annexe V du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 259 du 10 octobre 2019, pp. 9 - 11.

Règlement d'exécution (UE) 2019/1692 de la commission du 9 octobre 2019 concernant l'application de certaines dispositions du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil relatives à l'enregistrement et au partage des données après l'expiration du dernier délai d'enregistrement fixé pour les substances bénéficiant d'un régime transitoire.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 259 du 10 octobre 2019, pp. 12- 14.

Limitation d'emploi

Arrêté du 18 décembre 2018 relatif à la restriction d'utilisation et de mise sur le marché de certains bois traités.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 janvier 2019, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décision d'exécution (UE) 2019/961 de la commission du 7 juin 2019 autorisant une mesure provisoire prise par la République française conformément à l'article 129 du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), afin de restreindre l'utilisation et la mise sur le marché de certains bois traités avec de la créosote et avec d'autres substances apparentées.

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° L 154 du 12 juin 2019, pp. 44-47.

Règlement (UE) 2019/957 de la commission du 11 juin 2019 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le (3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridécafluorooctyl) silanetriol et les TDFA.

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° L 154 du 12 juin 2019, pp. 37-39.

Règlement (UE) 2019/1148 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à la commercialisation et à l'utilisation de précurseurs d'explosifs, modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 et abrogeant le règlement (UE) n° 98/2013.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union Européenne n° L 186 du 11 juillet 2019 – pp. 1-20.

Directive déléguée (UE) 2019/1845 de la Commission du 8 août 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au phtalate de bis(2-éthylhexyle) (DEHP) dans certains composants en caoutchouc utilisés dans les systèmes moteurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 5 novembre 2019, n° L 283, pp. 38-40.

Directive déléguée (UE) 2019/1846 de la Commission du 8 août 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du plomb dans les soudures de certains moteurs à combustion.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 5 novembre 2019, n° L 283, pp. 41-43.

Décret n° 2019-1431 du 23 décembre 2019 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 décembre 2019, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Perturbateurs endocriniens

Décision d'exécution (UE) 2019/1194 de la Commission du 5 juillet 2019 relative à l'identification du 4-tert-butylphénol (PTBP) en tant que substance extrêmement préoccupante conformément à l'article 57, point f), du règlement (CE) n° 1907/20062 du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union Européenne n° L 187 du 12 juillet 2019 – pp. 41-42.

La Commission européenne identifie le PTBP comme substance extrêmement préoccupante au regard de ses propriétés perturbant le système endocrinien et des effets graves que cette substance peut avoir sur l'environnement.

Phytoprotecteurs

Note de service DGAL/SDQSPV/2019-144 du 13 février 2019.

Ministère chargé de l'Agriculture, Bulletin officiel du ministère chargé de l'Agriculture n°2019/8 du 21 février 2019 (<https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2019-144> – 14 p.).

Valeurs limites

Arrêté du 14 mai 2019 fixant une valeur limite d'exposition professionnelle indicative pour un agent chimique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 mai 2019 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 27 septembre 2019 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 octobre 2019, texte n° 25. (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Directive (UE) 2019/1831 de la commission du 24 octobre 2019 établissant une cinquième liste de valeurs limites indicatives d'exposition professionnelle en application de la directive 98/24/CE du Conseil et modifiant la directive 2000/39/CE de la Commission.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 279 du 31 octobre 2019, pp. 31 - 34.

Décret n° 2019-1487 du 27 décembre 2019 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelles contraignantes pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2019, texte n° 40 (www.legifrance.gouv.fr– 6 p.).

Risques physiques et mécaniques

PROTECTION INDIVIDUELLE

Décret n° 2019-62 du 30 janvier 2019 relatif aux équipements de protection individuelle.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 1^{er} février 2019, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décision d'exécution (UE) 2019/1217 de la Commission du 17 juillet 2019 relative aux normes harmonisées concernant les équipements individuels de flottabilité – gilets de sauvetage élaborées à l'appui de la directive 89/686/CEE du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union Européenne n° L 192 du 18 juillet 2019 – pp. 32-35.

Directive (UE) 2019/1832 de la commission du 24 octobre 2019 portant modification des annexes I, II et III de la directive 89/656/CEE du Conseil en ce qui concerne des adaptations purement techniques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 279 du 31 octobre 2019, pp. 35 - 53.

RISQUE MÉCANIQUE

Machines / équipements de travail

Décret n° 2019-1007 du 30 septembre 2019 harmonisant les dispositions réglementaires relatives à la sécurité de certains produits non alimentaires.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 1^{er} octobre 2019, texte n° 10. (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Avis relatif à l'application du décret n° 96-333 du 10 avril 1996 modifié relatif à la sécurité des consommateurs en ce qui concerne les échelles portables, escabeaux et marches-pieds.

Ministère chargé de l'Economie. Journal officiel du 10 novembre 2019, texte n° 50 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 14 mai 2019 relatif aux travaux hyperbares effectués en milieu subaquatique (mention A).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 mai 2019, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 14 mai 2019 définissant les procédures d'accès, de séjour, de sortie et d'organisation du travail pour les interventions en milieu hyperbare exécutées avec immersion dans le cadre de la mention B « techniques, sciences, pêche, aquaculture, médias et autres interventions ».

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 mai 2019, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Équipement sous pression

Décision BSERR n° 19-053 du 14 février 2019 modifiant la décision BSEI n° 10-166 du 22 octobre 2010 portant approbation du guide relatif aux inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel de du ministère chargé de l'Environnement du 28 février 2019 (https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr – 2 p.).

Décision BSERR n° 2019-056 du 24 mai 2019 relative à la reconnaissance du guide professionnel pour l'élaboration de guides et cahiers techniques professionnels servant à l'élaboration de plans d'inspections pour le suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 juin 2019, texte n° 3. (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Installations électriques / matériel électrique

Décision d'exécution (UE) 2019/1956 de la Commission du 26 novembre 2019 concernant les normes harmonisées applicables au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension et élaborées à l'appui de la directive 2014/35/UE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne du 27 novembre 2019, n° L 306, pp. 26-34.

Arrêté du 19 décembre 2019 portant agrément d'organismes compétents pour la formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 décembre 2019, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr-4 p.).

Rayonnements ionisants

Rectificatif à la directive 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et abrogeant les directives 89/618/Euratom, 90/641/Euratom, 96/29/Euratom, 97/43/Euratom et 2003/122/Euratom.

Commission européenne. Journal officiel de l'union européenne, n° L 152 du 11 juin 2019, p. 128.

Arrêté du 26 février 2019 relatif aux modalités de gestion du radon dans certains établissements recevant du public et de diffusion de l'information auprès des personnes qui fréquentent ces établissements.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 12 mars 2019, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr-5 p.).

Arrêté du 26 juin 2019 relatif à la surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 juillet 2019, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr-12 p.).

Arrêté du 27 septembre 2019 portant homologation de la décision n° 2019-DC-0669 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 11 juin 2019 modifiant la décision n° 2017-DC-0585 du 14 mars 2017 relative à la formation continue des professionnels à la radioprotection des personnes exposées aux rayonnements ionisants à des fins médicales.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} octobre 2019, texte n° 9. (www.legifrance.gouv.fr-4 p.).

Arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 décembre 2019, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr-27 p.).

Décret n° 2019-190 du 14 mars 2019 codifiant les dispositions applicables aux installations nucléaires de base, au transport de substances radioactives et à la transparence en matière nucléaire.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 mars 2019, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr-58 p.).

Rayonnements optiques

Décret n° 2019-1547 du 30 décembre 2019 relatif au mesurage des niveaux de rayonnement optique artificiel pour la protection des travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2019, texte n° 121 (www.legifrance.gouv.fr-2 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Instruction interministérielle n° DGT/CT3/DSR/BPAL/2018/281 du 17 décembre 2018 relative à la prévention du risque routier professionnel.

Ministère chargé du Travail. Bulletin officiel du Ministère du Travail n° 2019/1 du 30 janvier 2019, pp.1-8.

Transport de matières dangereuses

Arrêté du 24 avril 2019 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 22 juin 2019, texte n° 2. (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 13 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 21 décembre 2019, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Textes officiels

environnement, santé publique et sécurité civile

Environnement

Arrêté du 5 août 2019 portant modification de l'arrêté du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R. 543-99 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 25 août 2019, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

DÉCHETS

Arrêté du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les produits chimiques ou objets ayant fait l'objet d'une régénération.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 2 mars 2019, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Arrêté du 25 février 2019 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les chiffons d'essuyage coupés élaborés à partir de textiles usagés pour un usage comme chiffons.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 16 mars 2019, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

FLUIDES FRIGORIGENES

Arrêté du 17 juillet 2019 portant modification de l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 28 août 2019, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RÉSEAUX

Arrêté du 18 décembre 2018 fixant la liste des titres professionnels du ministère du travail permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 26 janvier 2019, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 15 janvier 2019 relatif aux diplômes professionnels délivrés par le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et aux brevets de techniciens supérieurs permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).

Ministère chargé de l'Education, Journal officiel du 28 février 2019, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Arrêté du 15 janvier 2019 portant insertion des compétences relatives à l'intervention à proximité des réseaux dans les diplômes professionnels délivrés par le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et dans les brevets de techniciens supérieurs.

Ministère chargé de l'Éducation. Journal officiel du 28 février 2019, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 29 avril 2019 fixant la liste des diplômes et titres permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 25 juillet 2019, texte n° 41 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décision du 2 décembre 2019 relative à l'approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 8 décembre 2019, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Santé publique

DISPOSITIF MEDICAL

Rectificatif au règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) n° 178/2002 et le règlement (CE) n° 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 117 du 3 mai 2019, p. 9-10.

Rectificatif au règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et abrogeant la directive 98/79/CE et la décision 2010/227/UE de la Commission.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 117 du 3 mai 2019, p. 11-12.

Arrêté du 29 octobre 2019 relatif aux défibrillateurs automatisés externes et à leurs modalités de signalisation dans les lieux publics et les établissements recevant du public.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 novembre 2019, texte n° 5 (www.legifrance.fr - 3 p.).

Arrêté du 29 octobre 2019 relatif au fonctionnement de la base de données nationale des défibrillateurs automatisés externes (DAE).

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 novembre 2019, texte n° 6 (www.legifrance.fr - 7 p.).

Sécurité civile

ERP-IGH

Arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 17 mai 2019, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3,4,5,6,10
Aération _____	9
Agriculture _____	6
AIPR _____	19,20
Amiante _____	11,12
Apprenti _____	6
BTP _____	5,6
CSE _____	6,9
CMR _____	12
DASRI _____	10
Déchet _____	10,19
Défibrillateur _____	16
Détachement _____	7
Dispositif médical _____	16
Échelle _____	15
Environnement _____	19,20
Électricité _____	16
EPI _____	15
Équipement de travail _____	15
Équipement sous pression _____	15
ERP / IGH _____	21
Fluide frigorigène _____	19
Fonction publique _____	7
Handicapé _____	8
Hyperbare _____	15
Jeune _____	7
Maladie professionnelle _____	3,4,5
Maternité _____	6
Mine _____	7

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Norme _____	15
Organisme agréé / accrédité/habilité _____	9
Pénibilité/ Compte personnel de formation _____	6,7
Perturbateur endocrinien _____	14
Phyto-sanitaire _____	14
Plan de prévention _____	7
Produit chimique _____	12,13,14,17
Qualité de vie au travail (QVT) _____	9
Rayonnements ionisants _____	7,16
Rayonnements optiques _____	16
Règlement intérieur _____	6
Réseaux de distribution _____	19
Risque biologique _____	10
Risque routier _____	16,17
Sécurité sociale _____	3,4,5,6
Service de santé au travail _____	9
Suivi médical _____	6
Seuil _____	6
Surveillance médicale _____	9
Tableau de maladie professionnelle _____	4
Tarifification _____	4,5,6
Transport de matières dangereuses _____	17
Travail en hauteur _____	7
Travailleur indépendant _____	8
Transport routier _____	17
Vaccination _____	10
Valeur limite _____	14
Véhicule autonome _____	6



Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies
professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr